

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 87**

**du 09 MARS 2026**

**abrogeant l'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 mettant en demeure la société SEPE de  
Fresnes-en-Saulnois de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de  
la commune de Fresnes-en-Saulnois**

Le préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le livre Ier, titre VII du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** la décision préfectorale du 25 juillet 2012 prenant acte de l'antériorité autorisant la société d'exploitation du parc éolien – SEPE de Fresnes-en-Saulnois à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois ;
- Vu** l'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 mettant en demeure la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois ;
- Vu** le rapport du 17 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, établi à la suite de la visite d'inspection du 22 janvier 2026 ;
- Vu** les actions correctives réalisées par l'exploitant permettant de lever les anomalies et non-conformités majeures portant sur l'élimination des déchets produits sur le site ;

**Vu** les actions correctives réalisées par l'exploitant permettant de lever les anomalies et non-conformités majeures portant sur les réservoirs contenant des produits dangereux incompatibles ;

**Vu** les actions correctives réalisées par l'exploitant permettant de lever les anomalies et non-conformités majeures portant sur le contrôle des brides de fixation de ses éoliennes ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2026, l'inspection des installations classées a pu constater la réalisation des actions correctives permettant de remédier aux non-conformités majeures faisant l'objet de la mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral du 13 mai 2025 susvisé ;

**Considérant** par conséquent qu'un retour à la conformité des installations a pu être constaté ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-169 du 13 mai 2025 mettant en demeure la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois, est abrogé.

### **Article 2 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télerecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.

Indépendamment de la possibilité d'engager un recours contentieux devant la juridiction compétente, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle.

### **Article 3 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société du parc éolien (SEPE) de Fresnes-en-Saulnois et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg - Château-Salins et au maire de Fresnes-en-Saulnois.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Jérôme Seguy